

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/FRA/6
16 mai 2003

(03-2644)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: français

NOTIFICATION DE MESURES D'URGENCE

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>FRANCE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2.	Organisme responsable: Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales, Direction générale de l'alimentation, Mission de coordination sanitaire internationale
3.	Produits visés (Prière d'indiquer le (les) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant): Abeilles (<i>Apis mellifera</i>), ruches, lots de reines avec ou sans accompagnatrices et matériel apicole
4.	Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable: Tous pays commercialisant les produits visés.
5.	Intitulé, langue et nombre de pages du texte notifié: Arrêté suspendant l'introduction en France d'abeilles, de ruche, de lots de reines avec ou sans accompagnatrices et de matériel apicole originaires de pays tiers (disponible en français, 4 pages)
6.	Teneur: Ce projet suspend l'introduction en France d'abeilles (<i>Apis mellifera</i>), de ruches, de lots de reines avec accompagnatrices et de matériel apicole originaire de pays tiers. Ce projet d'arrêté permet de prévenir l'introduction en France du petit scarabée de la ruche (<i>Aethina tumida</i> appartenant à la famille des <i>Nitidulidae</i>), parasite destructif des colonies d'abeilles originaire d'Afrique du sud dont l'aire de répartition géographique s'étend aujourd'hui, selon nos informations, aux Etats-Unis d'Amérique ainsi qu'à l'Australie. D'autre part, les autorités françaises ont jugé nécessaire de prendre des mesures de protection complémentaires pour lutter contre l'extension du virus du Cachemire touchant les abeilles dont l'aire de répartition géographique ne semble aujourd'hui que limitée au territoire de la Nouvelle Zélande. Cependant, ces produits peuvent être importés en France de pays tiers sous la condition de présentation d'une attestation complémentaire certifiant l'absence de petit scarabée de la ruche (<i>Aethina tumida</i> appartenant à la famille des <i>Nitidulidae</i>) et de virus du Cachemire sur leur territoire.
7.	Objectif et raison d'être: <input type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input checked="" type="checkbox"/> santé des animaux, <input type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites

8.	Nature du (des) problème(s) urgent(s) et raison pour laquelle la mesure d'urgence est prise: Mise en place d'une clause de sauvegarde conformément aux dispositions de l'article 18 de la directive 91/496/CEE en absence de décision de la Commission européenne, afin de protéger sanitairelement la filière apicole (parasite détruisant les ruchers). Cette mesure doit être prise en urgence étant donné qu'en France, les apiculteurs importent les produits visés par le projet d'arrêté au début du printemps lors de la reprise de l'activité des ruches.
9.	Norme, directive ou recommandation internationale: <input type="checkbox"/> Commission du Codex Alimentarius, <input type="checkbox"/> Office international des épizooties, <input type="checkbox"/> Convention internationale pour la protection des végétaux, <input checked="" type="checkbox"/> Néant S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent:
10.	Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles: <ul style="list-style-type: none"> • Directive 91/496/CEE fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les animaux en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté et modifiant les directives 89/662/CEE, 90/425/CEE et 90/675/CEE et notamment son article 18; • Directive 92/65/CE du 13 juillet 1992 modifiée définissant les conditions de police sanitaire régissant les échanges et les importations dans la Communauté d'animaux, de spermes, d'ovules et d'embryons non soumis, en ce qui concerne les conditions de police sanitaire, aux réglementations communautaires spécifiques visées à l'annexe A section I de la directive 90/425/CE; • Décision 2000/462/CE du 12 juillet 2000 concernant la certification sanitaire pour les importations en provenance de pays tiers d'abeilles/ruches, de lots de reines avec accompagnatrice; • Code des douanes, notamment son article 18; • Code rural notamment ses articles L 236-1 à L 237-3; • L'arrêté du 6 juin 1994 relatif aux conditions sanitaires d'importation d'animaux vivants, de produits d'origine animale et de denrées animales ou d'origine animale en provenance de pays tiers. <p>Tous ces documents sont disponibles en français.</p>
11.	Date d'entrée en vigueur/durée d'application (le cas échéant): avril 2003
12.	Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: <input checked="" type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input type="checkbox"/> point d'information national ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:
13.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: <input checked="" type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input type="checkbox"/> point d'information national ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme: